



Revue de presse



Jeudi 03 Mars 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le président de la République préside une réunion du Haut conseil de sécurité](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé mercredi une réunion du Haut conseil de sécurité, indique un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Réunion prochaine d'évaluation de l'opération portant levée des contraintes à l'investissement](#)

Le médiateur de la République Brahim Merad a annoncé mercredi à Oran la tenue prochaine d'une réunion d'évaluation de l'opération relative à la levée des contraintes sur l'investissement et sur les investisseurs qui regroupera les représentants de toutes les wilayas et des secteurs concernés par ce dossier.



[10e Forum africain sur les finances publiques du 10 au 12 mars : Réformes budgétaires au programme](#)

La Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI) organiseront le 10e Forum africain sur les finances publiques du 10 au 12 mars 2022, a indiqué le FMI sur son site web.



COURS MONDIAUX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Ça flambe !

Pétrole, gaz, aluminium, blé, maïs..., les matières premières connaissent une hausse continue, impulsée par le conflit russo-ukrainien. Cette remontée généralisée des cours risque de déboucher sur une crise économique mondiale sans précédent, alimentée essentiellement par l'inflation, les problèmes d'approvisionnement et la baisse des échanges mondiaux.

Les cours des matières premières énergétiques, non énergétiques et alimentaires poursuivent leur flambée sur les marchés internationaux en raison des craintes pour l'approvisionnement mondial, suscitées par le risque d'enlisement du conflit entre la Russie et l'Ukraine.



LES CITOYENS DE ROUINA CONTRAINTS AUX LONGS DÉPLACEMENTS

Un chef-lieu sans banque !

La daïra de Rouina, située le long de la RN4, à l'ouest du chef-lieu de la wilaya d'Aïn Defla, pourtant composée de quatre communes, ne dispose d'aucun établissement bancaire.

Les citoyens, mais surtout les agriculteurs de cette région, connue pour son barrage Ouled Mellouk qui sert à l'irrigation des cultures maraîchères et à l'alimentation en eau potable, sont contraints de se rendre à El-Attaf, à 13 km, pour ouvrir des comptes bancaires, mais aussi pour payer leurs impôts ou encore pour s'acquitter de leurs factures. Les citoyens déplorent le silence de leurs élus, notamment les députés qui n'ont jamais rien fait pour cette daïra totalement ignorée.



SECTEUR DES ASSURANCES

La redéfinition du rôle de l'État est nécessaire

Pour les spécialistes, l'interventionnisme de l'État est contre-productif car il instille, dans les mentalités, "l'idée d'un État providence pourvoyeur d'indemnisations sans condition".

Le développement de la culture assurantielle algérienne ira de pair avec une redéfinition du rôle de l'État. C'est ce que pensent Luc Bigel, avocat aux barreaux de Paris et du Québec, et Hamza Akli, avocat à la Cour, senior associate et membre de DLA Piper France LLP, dans une contribution publiée dans le dernier numéro de la revue L'Assurance, éditée par le Conseil national des assurances. "L'analyse des données économiques disponibles démontre que le marché de l'assurance en Algérie figure parmi les moins développés d'Afrique du Nord", relèvent les auteurs de la contribution. Parmi les facteurs susceptibles d'expliquer "une telle atrophie", indiquent les deux experts, "la première cause, assez classique, porte sur le sur-interventionnisme étatique au détriment d'acteurs privés".



LE MARCHÉ SOUS TENSION À CAUSE DE LA GUERRE EN UKRAINE

Les cours du pétrole poursuivent leur ascension.

La Russie, qui est le deuxième plus grand exportateur de pétrole brut au monde, représente plus de 40% des importations annuelles de gaz naturel de l'Union européenne

Les cours du pétrole atteignent, hier, leur plus haut niveau depuis plus d'une décennie, tandis que le gaz naturel a enregistré un record historique, propulsé par la guerre en Ukraine qui alimente les craintes pour l'approvisionnement en énergie. Les prix du baril ont encore poursuivi leur trajectoire haussière : le WTI américain montait vers 13h15 GMT jusqu'à 112,51 dollars, un record depuis 2013, tandis que le Brent de la mer du Nord atteignait 113,94 dollars, au plus haut depuis 2014.

La production de l'Algérie dépassera 1 million de barils/jour

La production pétrolière de l'Algérie dépassera au mois d'avril prochain 1 million de barils par jour (mb/j), soit une hausse de 10 000 barils/jour par rapport au mois de mars, a fait savoir, hier à Alger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Dans une déclaration à la presse en marge de la 26e réunion ministérielle OPEP-non OPEP (OPEP+), à laquelle il a participé par visioconférence, M. Arkab a révélé que «la production pétrolière de l'Algérie atteindra 1 002 000 b/j au mois d'avril prochain».

Cette hausse s'inscrit dans le cadre de l'application de la décision d'OPEP+ lors de sa 26e réunion ministérielle OPEP-non OPEP (OPEP+) portant une hausse globale de 400 000 b/j au mois d'avril prochain. «Les pays signataires de la déclaration de coopération OPEP+ ont décidé de poursuivre la hausse globale en injectant 400 000 b/j supplémentaires sur le marché au mois d'avril prochain», a indiqué M. Arkab. Ce dernier a pris part ce mercredi par visioconférence aux travaux de la 26e réunion ministérielle OPEP-non OPEP (OPEP+).

KAMEL MOULA. Président du CREA

«La priorité est le retour à l'emploi et l'augmentation du pouvoir d'achat»

L'année 2022 sera celle du décollage économique en Algérie. C'est du moins l'objectif affiché au plus haut sommet de l'Etat. Dans ce contexte et pour aller dans cette direction, une nouvelle organisation syndicale patronale a été créée.

Installation du nouveau directeur régional des Douanes de Chlef

Le nouveau directeur régional des douanes de Chlef, le contrôleur général Temir Nacer, a été installé hier, mercredi, dans ses nouvelles fonctions.

La cérémonie d'installation a été présidée par le wali de Chlef, aux côtés de deux représentants du directeur général des douanes, et en présence des autorités locales et de cadres de la douane de la région.

POINT ZÉRO

Un «donar» au cours officiel

Le pétrole bat des records, tout comme le dinar, mais en sens inverse. Le prix du baril vient en effet d'atteindre les 110 dollars et le dinar continue de dégringoler vers le vide, 1 euro pour 158 DA au taux administré, 220 au taux réel, les monnaies étrangères franchissant un nouveau seuil dans leur course vers l'infini. Comment expliquer cette disparité entre le produit qui fait le plus entrer d'argent au pays et la monnaie correspondante de ce dernier ? Les plus méchants expliquent que le pétrole est pompé par des étrangers et indexé sur des marchés palpables, le dinar est administré par des locaux et géré par des bureaucrates étatiques.



L'industrie pharmaceutique en plein essor

Un «traitement» pour les finances du pays

La fabrication en Algérie du vaccin contre la Covid-19 résume à elle seule le niveau qu'est en train d'atteindre ce secteur qui a considérablement réduit la facture d'importation des médicaments. Réduire drastiquement la facture des médicaments sans que cela n'impacte les citoyens. C'est l'objectif que s'est assigné le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis son élection à la tête du pays en décembre 2019. Pour cela, il a décidé de donner un nouveau souffle à l'industrie pharmaceutique. C'est ainsi qu'il lui a dédié tout un département ministériel qu'il a confié à un «vieux briscard» du secteur, en l'occurrence Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed.



حسب المديرية العامة للضرائب

هذه تفاصيل التخفيضات الجبائية المفروضة على تنازل العقارات

أوضحت المديرية العامة للضرائب، في بيان لها، التدابير الجديدة الرامية إلى تخفيض العبء الجبائي فيما يخص الضريبة على الدخل الإجمالي المتعلقة بفوائض القيمة الناتجة عن التنازل عن العقارات المبنية وغير المبنية.



معالجة مخزون الطلبات بالبنوك والمصارف بشكل استعجالي

الأولوية لهؤلاء في الاستفادة من قروض تصل 90 بالمائة!

يحظى بالأولوية في عمليات التمويل الجديدة التي سيستفيد منها أصحاب المشاريع الاستثمارية على مستوى البنوك قريبا، حملة الأفكار والمتخصصين في الصناعات التحويلية، على رأسها الغذائية والنسيجية والمشروبات والحديد والحبوب والجلود والبلاستيك والمنظفات ومواد التجميل.

PRIX DU BILLET D'AVION À DESTINATION DU GRAND SUD

La baisse effective depuis le 1^{er} mars

La décision du ministère des Transports visant à supprimer la TVA lors de l'achat des billets au profit des passagers de la compagnie Air Algérie qui arrivent ou se dirigent vers le Grand Sud algérien a été mise en application, mardi, par Air Algérie.

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - L'information recueillie auprès du porte-parole de la compagnie de navigation aérienne, Air Algérie, Amine Andaloussi, rend compte d'une baisse significative du coût du billet en direction des aéroports du Grand Sud, à savoir Adrar, Timimoun, Bordj-Badji-Mokhtar, Tamanrasset, Djanet, In Salah et El-Goléa.

À titre d'exemple, le passager payera désormais le billet Alger-Tamanrasset à 25 000 DA au lieu de 28 000 DA, et le billet Alger-Timimoun à 14 700 DA au lieu de 17 500 DA, à partir du 1^{er} mars 2022, grâce à l'annulation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de l'ordre de 19%, qui était appliquée sur les billets d'avion. La nouvelle mesure a été accueillie favorablement par les usagers du transport

aérien, nous a fait savoir, hier mercredi, la directrice de l'agence commerciale d'Air Algérie, place Audin à Alger. « Notre clientèle est composée essentiellement d'étudiants, de travailleurs sur les sites pétroliers et gaziers, ainsi que de particuliers se rendant à Alger pour des soins médicaux », fait-elle savoir.

Et de préciser que la haute saison, celle propice aux voyages touristiques dans le Grand Sud, vient de commencer. Et de ce fait, « nous commençons à enregistrer une forte demande sur les billets », explique-t-elle.

Cette mesure d'allègement du tarif du billet d'avion, par l'exonération de la TVA, s'étendra dans un deuxième temps à d'autres destinations du Sud, nous fait savoir le porte-parole de la compa-



gnie Air Algérie, se référant à la décision du ministère des Transports.

Rencontré, hier, au niveau de l'agence commerciale de la place Audin, un ingénieur en pétrochimie à Hassi Messaoud, se montrant satisfait de la nouvelle

mesure, nous explique que le coût du billet d'un vol direct Alger-Tamanrasset d'une durée de 3h13 est à un prix accessible, qualifiant la décision de « bonne nouvelle » pour tous les usagers des vols vers le Grand Sud.

A. B.

IMPORTATION

Le ministère du Commerce revoit le certificat de respect des conditions

Le décret exécutif promulgué il y a exactement une année, relatif à l'exercice des activités d'importation de matières premières, de produits et de marchandises destinés à la revente en l'état, a fait l'objet d'une retouche de la part du ministère du Commerce, apprend-on au travers d'une note de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) adressée à ses adhérents.

Les banques et établissements du pays ont été, en effet, informés que le ministère du Commerce a procédé à la modification du modèle de certificat de respect des conditions, accordé aux opérateurs économiques, actif dans le domaine de l'importation.

La modification en question est venue sous la forme d'un rajout, celui du code de l'activité exercée par l'importateur, aux renseignements déjà fournis sur le certificat, a expliqué l'Abef. Dès lors, les banques et les établissements financiers sont tenus de ne prendre en considération que le document mis à jour.

Depuis le mois de mars de l'année dernière, les opérateurs exerçant dans l'importation de matières premières, de produits et marchandises destinés à la revente en l'état doivent satisfaire à une batterie d'exigences énumérées à travers le décret exécutif promulgué dans le Journal officiel n°20 daté du 17 mars 2021.

Depuis, les sociétés commerciales concernées sont tenues de souscrire, selon le cas, à l'un des cahiers des charges fixant les conditions et engagements des parties liées à l'exercice de l'activité d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état.

Les cahiers des charges en question concernent, pour le pre-

mier, l'exercice des activités non réglementées, alors que le second cahier des charges, de «spécifique», a trait aux activités réglementées.

Selon l'article 3, bis 1, les activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état sont exercées sur la base d'extraits de registre du commerce électronique portant des codes d'activités homogènes relevant d'un seul sous-groupe des groupes d'activités d'importation inclus dans la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce. Et puis, ce n'est qu'après

la souscription à l'un des deux cahiers des charges mentionnés que «le certificat de respect des conditions» est délivré.

Certificat soumis à un rajout, donc, depuis tout récemment comme le stipule la note de l'Abef.

En cas de non-respect des conditions prévues par le décret ou des clauses du cahier des charges, le certificat est retiré et la décision de retrait est notifiée à la société commerciale ainsi qu'aux institutions concernées, ont pré-

venu les pouvoirs publics à travers l'article 6 du décret en question. En plus des opérateurs eux-mêmes et des banquiers, ils doivent être nombreux ceux qui se demandent pourquoi.

Il a fallu attendre une année pour procéder à ce rajout dans le certificat de respect des conditions qui, il est vrai, vient à contresens des affirmations et des assurances des pouvoirs publics quant à la stabilité de la réglementation.

Azedine Makour

تدابير لتقليص العبء الجبائي تخفيض 50 بالمائة من ضريبة التنازل عن السكنات الاجتماعية

26
 فصلت المديرية العامة للضرائب في التدابير الجديدة الرامية إلى تخفيض العبء الجبائي فيما يخص الضريبة على الدخل الإجمالي المتعلقة بفوائض القيمة الناتجة عن التنازل عن العقارات المبنية وغير المبنية. وأوضحت المديرية العامة للضرائب، في بيان لها، أن الأشخاص الطبيعيين الذين يحققون فوائض القيمة الناتجة عن التنازل بمقابل عن العقارات المبنية وغير المبنية، يستفيدون من تدابير جديدة تهدف إلى تخفيض العبء الجبائي فيما يخص الضريبة على الدخل الإجمالي.

وهيما يخص تخفيض وعاء الضريبة على الدخل الإجمالي / فوائض القيمة الناتجة عن التنازل، فبالإضافة إلى التخفيض المقدر بـ 50 بالمائة سنويا، والذي أسس وفقا لقانون المالية لسنة 2021، والذي يتم احتسابه ابتداء من السنة الثالثة من تاريخ حيازة العقار، في حدود 50 بالمائة، يخفض مبلغ فائض القيمة من الحقوق والرسوم المدفوعة والمصاريف، التي يتحملها البائع، وكذا مصاريف الاقتناء والصيانة والتحسين للعقار المتنازل عنه المثبتة قانونا، وذلك في حدود 30 بالمائة من سعر الاقتناء أو قيمة الإنشاء. وأوضحت المديرية أن السكنات الاجتماعية التي تشكل الملكية الوحيدة والسكن الرئيسي تستفيد من تخفيض قدره 50 بالمائة من الضريبة المستحقة على فائض القيمة الناتج عن التنازل، في حين تستفيد فوائض القيمة الناتجة عن التنازل عن العقارات المبرمة في إطار عقود تمويل المرابحة والإيجار المنتهية بتمليك من إعفاء الضريبة على فوائض القيمة الناتجة عن التنازل. وبخصوص معدل الضريبة، أكدت المديرية العامة للضرائب أن فوائض القيمة الناتجة عن التنازل تظل خاضعة للضريبة على الدخل الإجمالي بمعدل 15 بالمائة. ولغرض التصريح بفوائض هذه القيم ودفع الحقوق الناجمة عنها، يمكن تحميل الاستمارة الجديدة (السلسلة G رقم 17) المتاحة على موقعها الإلكتروني.

تخص التنازل عن العقارات المبنية وغير المبنية

تدابير جديدة لتخفيض الضريبة على الدخل الإجمالي

تستفيد من تخفيض قدره 50 بالمائة من الضريبة المستحقة على فائض القيمة الناتج عن التنازل، في حين يستفيد فائض القيمة الناتجة عن التنازل عن العقارات المبرمة في إطار عقود تمويل المرابحة والإيجار المنتهية بتعليك من إعفاء الضريبة على فائض القيمة الناتجة عن التنازل.

ويخصوص معدل الضريبة، أكد البيان أن فائض القيمة الناتجة عن التنازل تظل خاضعة للضريبة على الدخل الإجمالي بمعدل 15 بالمائة.

ولغرض التصريح بفائض هذه القيم ودفع الحقوق الناجمة عنها، أشارت المديرية العامة للضرائب إلى أنه يمكن تحميل الامتدانة الجديدة "السلسلة جي رقم 17" المتاحة على موقعها الإلكتروني.

الدخل الإجمالي وفائض القيمة الناتجة عن التنازل، أكدت المديرية العامة للضرائب أنه من الآن فصاعداً، بالإضافة إلى التخفيض المقدر بـ 5 بالمائة سنوياً والذي أسس وفقاً لقانون المالية لسنة 2021 ويتم احتسابه ابتداء من السنة الثالثة من تاريخ حيازة العقار في حدود 50 بالمائة، يخفض مبلغ فائض القيمة من الحقوق والرسوم المدفوعة والمصاريف التي يتحملها البائع وكذا مصاريف الاقتناء والصيانة والتحسين للعقار المتنازل عنه المثبتة قانوناً وذلك في حدود 30 بالمائة من سعر الاقتناء أو قيمة الإنشاء.

وفيما يتعلق بالتخفيض والإعفاء من الضريبة على فائض القيمة الناتجة عن التنازل، أوضحت المديرية أن السكنات الجماعية التي تشكل الملكية الوحيدة والسكن الرئيسي

أوضحت المديرية العامة للضرائب، في بيان لها التدابير الجديدة الرامية إلى تخفيض العبء الجبائي فيما يخص الضريبة على الدخل الإجمالي المتعلقة بفائض القيمة الناتجة عن التنازل عن العقارات المبنية وغير المبنية.

وجاء في البيان الذي نشرته المديرية بصفحتها الرسمية، أن هذه الأخيرة، تذكر الأشخاص الطبيعيين الذين يحققون فائض القيمة الناتجة عن التنازل بمقابل عن العقارات المبنية وغير المبنية أن قانون المالية لسنة 2022، أدرج تدابير جديدة تهدف إلى تخفيض العبء الجبائي فيما يخص الضريبة على الدخل الإجمالي.

ففيما يخص تخفيض وعاء الضريبة على



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger